

**VALEURS CULTURELLES
ET ÉCHEC DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT**

APPLICATION A L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

© L'Harmattan, 2005
ISBN : 2-7475-7939-5
EAN : 9782747579391

Jean-Placide KEZA

**VALEURS CULTURELLES
ET ÉCHEC DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT**

APPLICATION A L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-
Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

PRÉFACE

Les interrogations des économistes, des responsables gouvernementaux et de diverses institutions internationales face à l'échec, notamment en Afrique, des aides¹ au développement consenties par le monde riche devaient inévitablement surgir un jour ou l'autre, après quatre ou cinq décennies de gaspillages manifestes et de patente inefficacité. Peu importe ici (et désormais) de savoir si l'effort consenti a vraiment atteint un pourcentage prédéfini du PIB des pays donateurs, proportion dont nul ne sait d'ailleurs l'origine et la signification exactes parce qu'en pourcentage du PIB des nations bénéficiaires cette aide était en général très substantielle et car l'inefficacité de ces prêts – d'ailleurs souvent suivis de moratoires, de ré-échelonnements ou de renégociations – et/ou de ces dons est telle que l'on est bien souvent et logiquement tenté de se dire qu'il est encore heureux qu'ils n'aient pas revêtu une ampleur plus grande. L'aide aux pays moins développés fut définie en des temps où les sirènes d'un constructivisme à l'occidentale laissaient faussement supposer que l'état des connaissances économiques rendait tout possible pourvu que soient injectés les moyens financiers adéquats, en des temps aussi où les décolonisations encore récentes conduisaient nombre de pays occidentaux à cultiver une culpabilité paralysante, excluant tout contrôle d'opportunité (*a priori*) quant aux projets envisagés et aux sommes demandées par les receveurs d'aide, ainsi que tout contrôle *a posteriori* de la pertinence des usages qui en avaient réellement été faits. Elle fut de même conçue à une époque où nombre de liens politiques interindividuels entre dirigeants du Nord et du Sud, issus de la colonisation ou des processus (parfois fort longs) de décolonisation, représentaient une dangereuse porte ouverte sur bien des compromissions et combinaisons à la fois douteuses, juteuses et répétitives. Pour toutes ces raisons les principes de l'assistance et de l'aide – si ce n'est leur raison d'être – méritent assurément d'être réexaminés.

¹ Publiques, notamment.

De ces divers points de vue l'essai de Jean-Placide Keza constitue un livre à la fois courageux et pertinent. Courageux car l'auteur n'hésite pas à remettre en cause tous les principes généralement invoqués pour justifier l'aide, qu'il s'agisse des pays pourvoyeurs ou des nations bénéficiaires : quel que soit le point de vue retenu – et Keza passe volontiers de l'un à l'autre avec une aisance que seule peut sans doute expliquer sa double appartenance culturelle² – les arrière-pensées, les intérêts plus ou moins savamment occultés, les compromissions les plus inavouables et les détournements les plus choquants sont impitoyablement traqués et démasqués. Pertinent ensuite car l'auteur prend appui sur une grille de lecture qui donne la primauté au rôle des cultures et accorde une attention soutenue aux disparités culturelles qui séparent les fournisseurs d'aide, d'une part, de ceux qui la reçoivent, d'autre part. Le fossé culturel, somme toute bien naturel, qui sépare l'Afrique subsaharienne et les pays du monde occidental développé, éclaire d'un jour nouveau l'ineptie de l'aide publique telle qu'elle a été conçue pendant trois décennies au moins (approximativement 1950-1980). En même temps sont mis en lumière, sans la moindre concession, les points de vue parfaitement intéressés³ tant des donateurs riches que des gouvernants plus ou moins "fantoques" qui se succèdent imperturbablement à la tête de la plupart des pays africains depuis les diverses décolonisations... Et, plus encore, ce livre, bien au-delà d'un contenu parfois anecdotique tout à fait authentique et tristement succulent, met clairement en valeur le fossé d'incompréhension qui ne peut manquer de séparer les populations africaines, leurs mentalités, leurs traditions, leurs croyances, du rationalisme économique occidental qui se crut seul habilité, pendant plus de trente ans, à définir les programmes de développement et, subsidiairement, l'ampleur de l'aide à leur affecter.

Ainsi la recherche de Keza renoue avec des approches du sous-développement et du développement qui s'étaient déjà manifestées au cours des années 1950 (surtout), portant les signatures de Higgins⁴,

² Africaine évidemment, mais largement aussi française et européenne.

³ Ou faussement désintéressés...

⁴ Par exemple le substantiel chapitre 12 ("cultural determinism") de son grand ouvrage *Economic Development*, Norton, New York 1959, réédité en 1968.

Boeke⁵, Mende⁶ et plus encore, en France notamment, de Balandier⁷, pour disparaître ensuite de l'horizon des spécialistes du développement et s'enfoncer dans un oubli pour le moins regrettable. Et elle s'inscrit aussi, à n'en pas douter, dans la perspective des tentatives actuelles de retour aux préoccupations culturelles et d'intégration de la culture dans l'analyse des relations économiques entre individus, groupes sociaux, régions et nations⁸.

C'est un fait que les attaques du paradigme néoclassique se démultiplient et vont en s'amplifiant. Ce dernier, toujours dominant et fondé sur l'individualisme méthodologique et le principe de rationalité, consacre en effet l'existence d'un *homo œconomicus* universel, centre de décision autonome, et s'inscrit dans une épistémologie déductivo-nomologique de l'explication scientifique. Et c'est bien par référence à ce paradigme dominant que l'on détecte les *écoles non orthodoxes*. Les procédures de décision de la théorie des choix rationnels impliquent une rationalité instrumentale postulant la recherche d'une adéquation entre des moyens et des fins dans un environnement donné, ou encore une rationalité optimisatrice consistant en la maximisation d'une fonction objectif sous contraintes, tout cela se trouvant sous-tendu par une logique utilitariste.

Malgré bien des critiques d'ordre ontologique et méthodologique adressées à l'*homo œconomicus* et malgré l'hypothèse heuristique d'une rationalité procédurale se substituant à une rationalité substantive⁹, l'économiste conventionnel ne parvient pas – ou très mal – à penser conjointement la culture et la dynamique économique, laissant à la sociologie les "actions non logiques" (Pareto) et la "rationalité en valeurs" (Weber). Seules les *écoles*

⁵ Voir par exemple, *Economics and Economic Policy of Dual Societies*, 1953.

⁶ Notamment *La Chine et son ombre*, 1960.

⁷ En particulier l'excellent cours intitulé *Les Pays en voie de développement - Analyse sociologique et politique*, et professé à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

⁸ Voir sur ces points l'introduction à Granier et Robert, 2002, dans *Culture et structures économiques. Vers une économie de la diversité ?*, Voir aussi, des mêmes auteurs, "Économie et Culture" in *Dictionnaire de l'Altérité et des Relations Interculturelles*, 2003, pp. 117-119.

⁹ Par exemple Simon (1983), *Models of Bounded Rationality*.

hétérodoxes conçoivent un sujet qui n'est plus un simple calculateur froid. L'agent subjectif (dont les motivations sont fondées sur des *raisons propres*), conscient et intelligent (il est cognitivement actif et sagace), ne vit pas *in abstracto*. Il est acteur d'une culture, substrat axiologique, normatif et symbolique d'une collectivité, par le fait même de la socialisation¹⁰. Il serait, certes, périlleux de vouloir rattacher avec précision l'ouvrage de Keza à un courant hétérodoxe déterminé ; il est néanmoins clair qu'il s'inscrit dans la perspective du rejet d'un rationalisme universellement partagé par les acteurs économiques pour donner plutôt un rôle clé ou majeur aux attitudes telles que les façonnent les mentalités et traditions, c'est-à-dire aux cultures et aux disparités culturelles des acteurs en cause, qu'ils soient européens ou africains.

Et ainsi se trouvent sollicitées et abordées un grand nombre d'interrogations qui hantent si souvent tous ceux qui s'intéressent à la problématique du développement et/ou aux mystères du "non-développement", surtout en ce qui concerne l'Afrique. Les attitudes spécifiques, culturellement déterminées, des Africains à l'égard des comportements économiques à la fois élémentaires et fondamentaux (à l'égard du travail, vis-à-vis du capital matériel et social, concernant la démographie...), la conception particulière que l'on se fait de l'Etat

¹⁰ Le caractère pour le moment très disparate des hétérodoxies interdit toute synthèse et même toute présentation exhaustive, tant elles sont multiples et tant leurs méthodologies varient et leurs orientations idéologiques différent, certaines voulant seulement amender le cadre néoclassique quand d'autres envisagent son remplacement pur et simple. Signalons ou rappelons simplement l'existence de cinq courants ou groupes de courants qui nous paraissent particulièrement significatifs, mais qui n'épuisent pas, loin s'en faut, l'actuel foisonnement des écoles hétérodoxes : *L'institutionnalisme traditionnel américain* (1885-1914, approximativement) et le *néo-institutionnalisme* dont la figure de proue est Hodgson (voir notamment *Economics and Evolution. Bringing Life Back into Economics*) ; *L'école autrichienne* largement imprégnée des apports de Von Mises (voir par exemple *L'Action humaine - Traité d'économie*) et de Hayek (cf., entre autres, *La Route de la Servitude*, 1946 et PUF 1985, 2002) ; *La première économie des conventions* (voir en particulier Salais (1989), "L'analyse économique des conventions de travail", *Revue économique*, Vol. 40 n° 2) ; *La nouvelle sociologie économique* ; (notamment Sahlins, *Au cœur des sociétés. Raison utilitaire et raison culturelle*, 1980) ; *Le Réseau Sud-Nord Cultures et Développement* (cf. ici Zaoual, "Culture et développement", *Dictionnaire de l'Altérité et des Relations Interculturelles*, 2003, pages 83-86).

en Afrique, conçue et analysée comme blocage du développement et donc un obstacle à l'efficacité de l'aide, tels sont les principaux thèmes qui nourrissent la première partie de l'essai, consacrée aux *causes endogènes* de l'échec général de l'aide publique aux pays africains. Dédiée aux *causes exogènes* de ce même échec, la seconde partie, après un examen critique des théories des relations économiques internationales et des fondements "éthiques" de l'aide au développement des nations pauvres, met bien en évidence la fort mauvaise adéquation d'une conception purement occidentale de l'aide aux réalités africaines. Une fois encore, les capacités analytiques et critiques de l'auteur s'exercent sans la moindre concession, qu'il s'agisse de démasquer les véritables motivations des pays donateurs ou de se préoccuper de la portée réelle du prétendu "libéralisme", en fait totalement "asymétrique", de l'aide officiellement apportée par l'Europe à l'Afrique.

Au total, un ouvrage à la fois scientifique par sa démarche, original par sa méthode et courageux par son engagement toujours objectivement justifié, que nous sommes heureux de présenter aujourd'hui au public et qui honore les activités de notre cellule de recherches "Culture et Économie" au sein du CEREFI ¹¹.

Roland GRANIER

Professeur Émérite de l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III
Doyen Honoraire de la Faculté d'Économie Appliquée

¹¹ Faculté d'Économie Appliquée, Université Paul Cézanne d'Aix-Marseille III.